

YÉMEN

Les secours désespérément attendus,
les rebelles progressent à Aden

Des milliers de Yéménites attendaient désespérément hier l'arrivée de secours, alors que l'Arabie Saoudite n'a pas encore répondu à une demande russe de pause humanitaire dans les raids contre les rebelles chiites Houthis, soutenus par l'Iran.

Téhéran a pour sa part demandé l'aide du sultanat d'Oman pour arrêter «immédiatement» les frappes aériennes de la coalition arabe dirigée par Riyad, ont rapporté hier les médias iraniens.

Oman, qui a de bonnes relations avec l'Iran, est la seule monarchie du Golfe à ne pas participer à cette coalition.

Sur le terrain, les Houthis et leurs alliés, des militaires fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh, ont réussi à progresser à Aden (sud), deuxième ville du Yémen. Ils se sont emparés hier du siège de l'administration provinciale et rapprochés d'un port, selon un responsable local.

Ils ont bombardé des zones résidentielles, mettant le feu à plusieurs habitations et en endommageant d'autres, ce qui a poussé des dizaines de familles à fuir, ont indiqué des témoins en signalant des morts et des blessés.

Les rebelles, qui cherchent à s'emparer d'Aden, avaient pris jeudi le palais présidentiel de la ville avant de s'en retirer vendredi à l'aube à la suite de raids aériens.

Une coalition d'une dizaine de pays, menée par Riyad, a lancé le 26 mars des raids aériens au Yémen pour empêcher les Houthis de s'emparer d'Aden après avoir pris la capitale Sanaâ et des régions du nord et du centre.

De nombreux pays, parmi lesquels la Russie, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, ont évacué ces derniers jours leurs ressortis-

sants, tandis que la Chine, Djibouti et le Soudan s'approprièrent à en faire autant hier, selon le porte-parole saoudien de la coalition, le général Ahmed Assiri.

Un navire de la marine française a évacué samedi 44 personnes de différentes nationalités, dont des Français, à partir du port de Balhaf, à 380 km à l'est d'Aden. Elles devaient être accueillies à Djibouti, selon le ministère français de la Défense.

Sous la pression d'ONG, alarmées par la situation humanitaire, la coalition a annoncé samedi que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pourrait acheminer dès dimanche des secours au Yémen par deux avions.

«L'opération humanitaire fait partie de notre travail», a insisté le général Assiri, sans toutefois accéder à une demande d'une pause de 24 heures dans les raids formulée par le CICR.

«Nous ne voulons pas ravitailler les milices» ni que l'approvisionnement en aide interfère avec les opérations militaires, a ajouté le porte-parole.

Des hameaux rasés à la frontière

Mais l'Arabie Saoudite ne s'est pas encore prononcée de manière formelle sur une pause humanitaire, réclamée par la Russie, proche de l'Iran, dans un projet de résolution déposé samedi devant le Conseil de sécurité de l'ONU à New York.

La présidente du Conseil, la Jordanienne



Photo : DR

Dina Kavar, a indiqué que les pays membres avaient besoin de «temps pour réfléchir». La Jordanie fait partie de la coalition arabe qui est intervenue au Yémen pour défendre le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, aujourd'hui réfugié à Riyad.

L'Arabie Saoudite va démolir 96 hameaux inhabités à sa frontière sud pour empêcher leur éventuelle utilisation par des intrus du pays voisin, a rapporté hier le quotidien panarabe *Al-Hayat*.

L'ONU et les ONG s'inquiètent du nombre très élevé de victimes civiles dans le conflit au Yémen, déclenché par une offensive des Houthis contre Sanaâ en septembre 2014.

Le dernier bilan officiel donné par l'ONU remonte à jeudi avec 519 morts et 1.700 blessés en deux semaines.

Alors que la coalition a poursuivi ses raids nocturnes dans le nord, notamment

autour de Sanaâ et de Saâda, fief des Houthis, de violents affrontements se déroulaient hier à Loder, localité du sud, contrôlée par les rebelles.

Ces combats à l'artillerie et à l'arme lourde, qui ont éclaté dans la nuit, ont fait 24 tués, dont 21 miliciens chiites, selon un partisan du président et une source médicale.

Dans le sud-est, la situation s'est encore aggravée à Moukalla, ville de plus de 200 000 habitants prise vendredi par des combattants d'Al-Qaïda.

Un accrochage a eu lieu hier entre des soldats et des hommes d'un collectif de tribus sunnites, entrés la veille dans ce chef-lieu de la province de Hadramout pour tenter de repousser les combattants d'Al-Qaïda, selon des sources tribales.

Deux soldats et un combattant de tribu ont été tués dans l'affrontement à Moukalla, selon ces sources.

CONTRIBUTION

Le Yémen, une crise multidimensionnelle

Aujourd'hui, le Yémen s'embrase et le tourbillon de feu qui le consume risque d'entraîner toute la région dans un conflit armé aux conséquences incalculables sur sa stabilité et sa sécurité.

Comment, pour quelles raisons et à quelles fins ce pays se voit-il livré à lui-même et aux forces de destruction les plus rétrogrades et les plus féroces qu'il ait connues depuis des lustres, et ce, sous le regard impuissant de la communauté internationale pourtant prompte à réagir s'agissant d'autres contrées du monde ? Quelle lecture faire de l'ingérence étrangère, notamment arabe, qui vient aggraver le chaos déjà présent ?

C'est à ces questions et à bien d'autres que tentera de répondre, dans une certaine mesure, la présente réflexion dont l'objectif est de mettre à la disposition du lecteur du *Soir d'Algérie* un minimum d'éléments d'information et d'analyse sur les tenants et les aboutissants de la crise yéménite.

L'Arabie heureuse, un eldorado perdu

Parmi les diverses contrées de la péninsule Arabique, celle du Sud et qui correspond peu ou prou à l'actuel Yémen était exaltée par les géographes et les historiens grecs et romains tels Strabon, Artémidore d'Ephèse et Diodore de Sicile, qui la surnommaient l'«Arabie heureuse» ou «Arabia Felix». Le pays était réputé, notamment pour la culture de l'encens et de la myrrhe, gomme aromatique, pour la

beauté de ses jardins et la variété de ses produits agricoles tirés des terres parmi les plus fertiles de la péninsule. Le commerce de ces produits et de bien d'autres a fait la renommée, la richesse et la puissance de ce pays.

Aujourd'hui, l'Arabie heureuse n'est plus qu'un très lointain souvenir. Le Yémen est devenu un pays pauvre, le seul pays arabe de la région classé par les Nations unies parmi les 48 pays les moins avancés (PMA) de la planète et les 9 PMA en Asie. D'ailleurs, quelques indices socioéconomiques le confirment.

Avec près de 26 millions d'habitants, le Yémen est le deuxième pays le plus peuplé de la région, après l'Arabie Saoudite. Mais c'est aussi le pays le plus pauvre de la péninsule avec un PIB par habitant de 1 516 \$ en 2013 (contre 24 953 \$ pour l'Arabie Saoudite et 5 606 \$ pour l'Algérie, à la même date).

L'agriculture couvre à peine un quart des besoins du pays et la plus grande quantité d'eau est consacrée à l'irrigation des arbustes du qat dont la mastication crée un effet euphorisant pour la majeure partie des Yéménites. Le nombre de personnes vivant en deçà du seuil de la pauvreté est passé de 42% en 2009 à 54,5 % de la population en 2013. Ajoutons que près de 45% de la population se trouve en situation de grande précarité alimentaire, et près de 62% des enfants souffrent de malnutrition, alors que le taux de croissance démographique reste élevé, à 2,57%.

Le secteur pétrolier, qui représente 86% des recettes en devises du pays et

65% des recettes budgétaires de l'Etat, est en déclin (épuisement des gisements vers 2020) et le pays demeure un modeste producteur de pétrole (156 500 barils/jour en 2012). Des gisements de gaz ont été découverts, mais leur exploitation à grande échelle reste freinée par l'instabilité chronique du pays.

En termes d'indices de développement humain, le Yémen est classé par le Pnud à la 154^e place sur un total de 187 pays.

Enfin, the last but not the least, le pays est classé par Transparency International sur la corruption à la 161^e place sur 171 pays et selon Reporters sans frontières pour la liberté de la presse, le Yémen est logé à la 167^e place sur 180 pays !

Cette déplorable situation socioéconomique est aggravée par un ensemble de facteurs politiques, confessionnels et sécuritaires déstabilisants pour ce pays, apparus depuis bien avant le 22 mai 1990, date de sa réunification.

A une division héritée de la période de domination étrangère succède une unification au forceps :

Pour rappel, le Yémen contemporain a été, jusqu'en 1990, divisé en deux Etats : la République arabe du Yémen, ou Yémen du Nord (1962-1990), et la République démocratique et populaire du Yémen ou Yémen du Sud (1967-1990). Cette partition a été la conséquence de l'occupation étrangère, ottomane, pour le Nord, et britannique pour le Sud.

Des tentatives d'union eurent lieu en 1972 et en 1981, mais n'ont pas abouti, les clivages politiques et idéologiques entre

Par Mustapha Zeghlache

les deux régimes, l'un libéral (Nord), l'autre socialiste (Sud), et l'influence étrangère n'ayant pas permis au processus de réussir. En 1989, les négociations ont repris entre les deux Etats et abouti, le 22 mai 1990, à la proclamation de la République (unie) du Yémen. Une Constitution a été adoptée par référendum populaire en mai 1991, jetant les bases politiques et institutionnelles du nouveau Yémen. Mais contre toute attente et alors que le processus d'unification s'était déroulé pacifiquement, les relations entre les leaders des deux pays se détériorent et une grave crise politique se produit en mai 1994. Les dirigeants sudistes proclament alors la création de la République démocratique du Yémen, et c'est la guerre. Près de 10 000 Yéménites ont péri avant que les troupes du Nord ne prennent le contrôle de tout le pays. La première élection présidentielle du Yémen unifié eut lieu le 23 septembre 1999 et aboutit à la victoire de l'ancien président du Yémen du Nord, Ali Abdallah Salah. Il sera contraint de céder le pouvoir en février 2012 après le soulèvement populaire ou «Printemps yéménite».

Une transition avortée

Dans le sillage de la contestation populaire des régimes autocratiques dans certains pays arabes, le peuple yéménite a occupé la rue de janvier 2011 à février 2012, par un mouvement révolutionnaire qui réclamait la dignité, la liberté, la démocratie et la justice sociale.